



Projets soutenus par l'Alliance syndicats et tiers-monde (ASTM) en 2013

**Rapport remis au conseil d'administration de l'ASTM
le 27 février 2014**

1. Culture de maïs à haut rendement et warrantage, deux pratiques innovantes pour les petits producteurs et productrices de céréales (3 ans : 2013-2015)

De 2009 à 2011, l'ASTM a soutenu un projet visant la promotion économique des femmes et l'amélioration de l'alimentation dans quatre communes de Dioïla au Mali grâce à la culture de moringa. Ce projet, qui s'inscrit dans une démarche à long terme entre les partenaires impliqués, le Carrefour de solidarité internationale de l'Estrie et l'association malienne Kilabo, s'est terminé en 2012.

L'ASTM a choisi de continuer à soutenir ces partenaires en appuyant un nouveau projet au Mali. Il s'agit cette fois de culture du maïs et de warrantage (opération de stockage et de crédit de quelques mois qui permet aux petits producteurs et productrices de céréales de tirer un meilleur revenu de leur production et de sortir du cercle vicieux de la vente à bas prix au temps des récoltes). Le projet vise à accroître la disponibilité alimentaire et la situation économique des petits producteurs et productrices de céréales de 12 communes rurales grâce à l'intégration de la culture du maïs à haut rendement dans les pratiques agricoles, au renforcement des compétences de gestion des stocks familiaux de céréales et au recours au warrantage pour la mise en marché des céréales.

Rappelons que le Mali est un des pays les plus pauvres au monde dont 29 % de la population et 42 % des enfants de moins de 5 ans sont sous-alimentés.

2. Projet accompagnement Québec Guatemala (2012-2013)

L'ASTM a renouvelé sa coopération avec le Projet accompagnement Québec Guatemala (PAQG), une organisation de défense des droits humains et syndicaux. Le Guatemala est un pays particulièrement répressif, où les droits des militantes et militants sont systématiquement bafoués par des forces de l'ordre au service des intérêts des multinationales. De plus en plus de militants syndicaux vivent cette

répression. Depuis plus de 15 ans, le PAQG offre un service d'accompagnement aux militantes et militants de la société civile guatémaltèque victimes d'exactions. Il envoie sur le terrain des accompagnatrices et des accompagnateurs qui, par leur présence, améliorent les conditions de sécurité de ces militants en prévenant la violence à leur rencontre. Le cas échéant, les accompagnateurs observent, documentent et dénoncent les agressions dont sont victimes les militants.

Par ailleurs, le PAQG organise au Québec de nombreuses activités liées à sa mission au Guatemala : exposition de photos (*Mines au Sud, gaz de schiste au Nord : même dépossession?*), conférences (*Exploitation des ressources naturelles au Sud et au Nord : vers la criminalisation de la défense des droits?*), information du public (procès pour génocide de l'ex-dictateur Rios Montt), campagne sur la criminalisation des défenseurs de droits humains impliqués dans la défense du territoire (tournée de conférences nord-américaines de Lolita Chavez du Consejo de los pueblos Kiches dont la vie est menacée en raison de son engagement pour la défense du territoire et des droits humains).

3. Formation et réseautage pour les travailleuses et travailleurs au Honduras et au Nicaragua (3 ans : 2010-2013)

Au Nicaragua et au Honduras, l'ASTM a poursuivi son appui au projet, d'une durée de trois ans se terminant en septembre 2013, qui vise le renforcement des capacités de gouvernance des organisations syndicales de ces deux pays, la Central Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH) et la Central Sandinista de Trabajadores (CST), afin qu'elles puissent affronter les défis de l'intégration régionale, tout en favorisant la participation des femmes au monde du travail et au sein des organisations syndicales. Le projet a également pour but de renforcer les capacités des centrales en matière de communication et de favoriser la concertation entre elles.

Alternatives assure la gestion administrative du projet, la CSN et ELA (Pays basque) prennent en charge la coordination et le soutien au contenu, en plus de contribuer financièrement au projet. Le projet est financé par le programme québécois de développement international du ministère des Relations internationales (MRI). Notons que la CUT du Brésil et la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) suivent de près ce projet et participent notamment aux séminaires.

4. Formation, communication, participation : pour la défense des droits des femmes et des jeunes travailleurs et travailleuses d'Amérique centrale (2 ans : 2013-2015)

La phase deux de notre projet avec la CUTH et la CST a été acceptée par le MRI pour une durée de deux. Le projet vise l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes travailleurs et travailleuses, notamment leurs conditions de travail dans l'industrie des *maquiladoras* du secteur textile du Honduras et du Nicaragua, en s'appuyant sur le succès et les enseignements tirés de la première phase du projet (2010-2013). Plus spécifiquement, il s'agit de consolider les acquis de la première phase du projet, notamment la participation à un programme de formation visant à renforcer les capacités de gouvernance et l'autonomie des organisations. Le projet a aussi pour objectifs de renforcer les capacités des partenaires en matière de communication, d'améliorer les capacités organisationnelles des centrales syndicales et la représentativité des femmes et des jeunes

dans ces organisations et d'augmenter l'influence de ces organisations sur les politiques publiques et les instances du pays.

Alternatives assure toujours la gestion administrative du projet. La CSN, ELA (Pays basque) et la CUT Brésil, de façon maintenant plus formelle, participent à la coordination et au contenu avec la CST et la CUTH, en plus de contribuer financièrement au projet. La CSA suit de très près le projet et participe aux rencontres. Le projet est financé par le programme québécois de développement international du ministère des Relations internationales (MRI) et se terminera en septembre 2015.

5. Organisation et formation des travailleurs de l'économie informelle (3 ans : 2012-2015)

Ce projet de trois ans, soumis à l'ACDI sans succès, a finalement été lancé en 2012. Il vise à soutenir l'organisation et la représentation syndicale de travailleuses et de travailleurs de l'économie informelle au Mali, au Sénégal et au Togo afin de contrer leur situation d'exclusion, de favoriser leur reconnaissance par les pouvoirs publics ainsi que leur participation au dialogue social. Au cours des dernières décennies, le nombre de personnes vivant de l'économie informelle a été en nette progression en Afrique de l'Ouest. Dans plusieurs pays, elles représentent aujourd'hui plus des trois quarts de la main-d'œuvre active. En règle générale, les travailleuses et travailleurs qui y œuvrent sont mal rémunérés, connaissent des conditions de travail précaires et ne bénéficient d'aucun système de protection sociale. En outre, les travailleurs de l'économie informelle sont mal représentés, les centrales syndicales étant plus présentes dans le secteur formel. Le projet cherche donc à renforcer la capacité des organisations syndicales participantes à intervenir de manière ciblée dans le secteur informel, à y recruter des adhérentes et des adhérents et à renforcer la capacité des responsables syndicaux provenant de ce secteur de bien représenter leurs mandants. De plus, le projet permettra de mettre au point ou d'améliorer des outils d'intervention appartenant à l'économie sociale et solidaire afin de soutenir l'entrepreneuriat collectif au sein de l'économie informelle.

La CSI-Afrique pilote ce projet. La CSN apporte une expertise en matière de microentreprise et l'Institut Belleville de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) fournit un apport méthodologique en plus d'accompagner l'élaboration des contenus de formation. Le projet appuie la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM), la Confédération syndicale des travailleurs du Togo (CSTT) et l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNASAS).

6. Appui au Frente Auténtico del Trabajo

Depuis la fin des années 1990, la CSN soutient le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), une organisation syndicale mexicaine indépendante et progressiste. L'appui de l'ASTM est consacré à la syndicalisation de travailleuses et de travailleurs dans la vallée de Mexico, à la consolidation et à l'expansion des sections du FAT dans les domaines des métaux, des textiles, des transports et des services de même qu'au travail sur la question de l'égalité des genres.

Le soutien direct de la CSN permet également d'appuyer le travail politique du FAT pour la reconnaissance de la liberté syndicale. La réforme des lois du travail de décembre 2012 rend la situation des travailleuses et travailleurs mexicains encore plus précaire en favorisant un recours

accru à la flexibilisation et à la sous-traitance. Cette réforme ne change pas non plus la situation quant à la prédominance de ce que l'on appelle les contrats de protection, soit les ententes entre les entreprises et les syndicats non démocratiques qui empêchent la formation de syndicats combattifs et indépendants et qui n'offrent pas de réelles améliorations des conditions de travail. L'institutionnalisation de ce modèle fait en sorte que le taux de syndicalisation est très faible au Mexique. Selon les syndicats indépendants, il serait inférieur à 10 %. Pire, 90 % des conventions collectives sont en fait des contrats de protection, ce qui signifie qu'à peine 1 % des travailleuses et travailleurs mexicains bénéficient d'une véritable convention collective.

7. Appui au développement d'initiatives socioéconomiques d'associations paysannes dans quatre communes d'Haïti (2012-2013)

Ce projet fait suite au projet d'économie solidaire très structurant en Haïti financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dont le prolongement a été refusé. Ce projet appuie la réalisation d'initiatives d'économie sociale par des organisations paysannes dans quatre communes. Il permet de consolider diverses activités socioéconomiques réalisées dans le cadre du projet antérieur : élevage de chèvres, cultures maraîchères (stockage), artisanat, microcrédit (petit commerce), construction d'un moulin à grains et d'une boulangerie. Il permet également de développer de nouvelles activités. Ce projet vise à accroître les revenus des paysannes et des paysans des communes de Verrettes, de Petit-Goâve, de Croix-des-Bouquets et de Marigot et à consolider la contribution des organisations paysannes de ces mêmes communes au développement durable.

Ce projet est le fruit d'un partenariat entre le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL), lequel développe, depuis plus de dix ans, des projets d'économie sociale et solidaire avec des organisations populaires paysannes en Haïti. Le projet est financé par le MRI et des membres du CISO, dont la CSN et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-Québec).

Projets terminés en 2012-2013 :

- Pour une approche concertée favorisant les droits des travailleuses et des travailleurs migrants au Guatemala (Inter Pares)
- Projet de renforcement syndical de l'Union nationale des normaliens et des éducateurs haïtiens (UNNOEH)
- Moringa : une solution pour améliorer la santé des femmes et des enfants au Mali (Carrefour de solidarité internationale)
- Appui au développement d'initiatives socioéconomiques d'associations paysannes dans quatre communes d'Haïti (CISO et ICKL)
- Formation et réseautage pour les travailleuses et travailleurs au Honduras et au Nicaragua (CUTH et CST)